

Les institutions françaises //

C'est la Constitution du 4 octobre **1958** qui régit le fonctionnement des institutions de la V^e République. Elle a fait l'objet de plusieurs révisions comme par exemple :

1962 : l'élection du Président de la République au suffrage universel direct ;

2000 : passage du septennat au quinquennat ;

2005 : Charte de l'environnement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Chef de l'État est élu pour 5 ans au suffrage universel direct (instauration du quinquennat à la suite du référendum du 24 septembre 2000).

Le Président de la République **nomme le Premier ministre** et, sur proposition de celui-ci, les membres du gouvernement.

Il préside le Conseil des ministres, promulgue les lois et il est le chef des armées (art. 8).

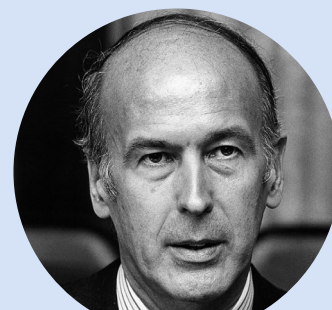
Il peut dissoudre l'Assemblée nationale et, en cas de crise grave, exercer des pouvoirs exceptionnels (art. 16).



Charles De Gaulle
1958-1969



Georges Pompidou
1969-1974



Valéry Giscard d'Estaing
1974-1981



François Mitterrand
1981-1995



Jacques Chirac
1995-2007



Nicolas Sarkozy
2007-2012



François Hollande
2012-2017



Emmanuel Macron
2017



LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Composé de **neuf membres**, il veille notamment à la **régularité des élections** et à la **constitutionnalité des lois** organiques ainsi que des lois qui lui sont déférées.



LE PREMIER MINISTRE ET LE GOUVERNEMENT

Sous la direction du Premier ministre, le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.
Il est responsable devant le Parlement (art. 20).
Il dirige l'action du gouvernement et assure l'exécution des lois (art. 21).

Actuel Premier ministre : Jean Castex

LE PARLEMENT

Il est composé de deux assemblées :



Le Sénat

331 sénateurs élus pour six ans (contre 9 avant 2003) au suffrage universel indirect et renouvelable par moitié tous les trois ans.



L'Assemblée nationale

577 députés élus au suffrage universel direct pour cinq ans.

Les deux assemblées, outre leur fonction de **contrôle du gouvernement**, **élaborent et votent les lois**.

À cet égard et en cas de désaccord, l'Assemblée nationale statue définitivement.

Pour réformer les institutions, les deux assemblées se réunissent en « Congrès ».

LA JUSTICE

Gardienne des libertés individuelles (art. 66),
l'autorité judiciaire de la France est organisée
selon une distinction fondamentale entre :

- ▷ **Les juridictions judiciaires** chargées de régler les litiges entre les personnes ;
- ▷ **Les juridictions administratives** pour les litiges entre les citoyens et les pouvoirs publics.